

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
9 décembre 2010
n° 2156
1,30 €

**Samedi
manif anti-LGV**

Pour Aurore

2.000 personnes

EUROAGINDURIK EZ!

NON

AUX MANDATS D'ARRET EUROPÉEN

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Hors-cadre ?

PHILIPPE Rey vient d'être nommé préfet hors-cadre. Paradoxal pour ce représentant de l'Etat français tant il cadre avec l'image et le mode de fonctionnement que Napoléon avait voulu pour ce corps de hauts fonctionnaires, créé afin de s'assurer le contrôle des populations hexagonales. On l'oublie trop souvent: les préfets sont nés de la volonté uniformisatrice du dictateur corse. Ils portent d'ailleurs un uniforme militaire qui en dit long sur le rôle premier qui leur est assigné par le pouvoir central. Et aucune des républiques successives n'a remis en cause cet héritage de l'empire. Bien au contraire.

Procédurier et vindicatif, le préfet Rey aura incarné, jusqu'à la caricature, le commis de l'Etat, censé veiller au développement et au fonctionnement harmonieux d'un territoire, mais en réalité plus soucieux de maintenir un ordre injuste au profit des intérêts politiques et financiers des puissants. On fera grâce de la longue liste des conflits que le locataire de la préfecture paloise aura suscités durant les deux ans et demi de son séjour à l'ombre du château d'Henri IV. Fermeture musclée du Patxoki durant les fêtes de Bayonne, référé contre le mur des immigrés de Billère, harcèlement contre Laborantza Ganbara, chasse aux sans-papiers, menaces aux municipalités organisatrices de la consultation Batera, voilà, parmi bien d'autres, quelques faits d'armes du moine-préfet Rey, comme d'aucuns l'ont surnommé. Il aura saisi la moindre occasion pour entretenir un climat conflictuel sur le territoire dont il était censé être médiateur et facilitateur de projets. Sa cible favorite aura, bien entendu, été la partie ouest du département comme on se plaît à nommer Iparralde à Pau.

Représentant d'un Etat démonétisé, le préfet Rey aura usé et abusé du contrôle de légalité pour brider les initiatives en faveur du développement culturel et économique du Pays Basque Nord. Il aura passé son temps à jouer le rôle peu ragoûtant du premier flic du département, alliant répression et tentatives d'instrumentalisation de la justice, comme d'autres manient matraque et bombe lacrymogène. En vain. Masquer l'inanité d'un pouvoir

central serviteur des nantis et peu soucieux d'apporter aux citoyens, notamment aux plus démunis, le secours qu'ils sont en droit d'attendre de la collectivité, n'est pas chose aisée.

Enfermé dans des schémas intellectuels d'un autre âge, le préfet aura donné l'image surannée d'un serviteur aveugle d'une république décalée, d'un pouvoir central de plus en plus coupé du pays réel. Rarement aura-t-on vu un préfet prendre autant sa plume pour menacer les élus locaux. Sans succès. La décentralisation, bien que loin d'être aboutie, a consacré la prédominance des collectivités territoriales en termes d'action sociale ou d'investissement dans les infrastructures publiques locales. La dépendance aux décisions préfectorales qui a prévalu pendant presque deux siècles s'en est trouvée largement diminuée. Il est loin le temps où les maires des villages s'en allaient en préfecture solliciter, béret à la main, avec déférence et appréhension, quelques subsides pour leurs projets municipaux. L'intercommunalité qui concentre l'essentiel des décisions d'investissement des communes a sorti le maire de la petite commune rurale de sa position passée de quémandeur docile auprès d'une administration préfectorale omnipotente.

C'est précisément au moment où le pouvoir sarkozyste, au travers de la loi récemment votée, édulcore les compétences que les lois de décentralisation ont accordées aux collectivités territoriales et renforce les pouvoirs des préfets pour inféoder les élus locaux, que le préfet Rey s'en va. Le sort est injuste. Lui qui, à l'évidence, rêvait de la restauration des anciennes prérogatives étatiques, n'aura peut-être plus l'occasion de laisser libre cours à la frénésie répressive dont il a fait montre ici.

Nous permettra-on un (bref) moment de nostalgie? Après tout, Philippe Rey aura beaucoup fait pour éveiller chez de nombreux citoyens d'Iparralde le sentiment que pour se doter des outils nécessaires au développement durable de ce pays, mieux vaut se prendre par la main que de compter sur le concours de représentants d'un Etat autiste.

Xabier Lete gogoan

EUSKAL Herria, euskal kultura dolutan dira egun hauetan. Mikel Laboaren heriotzaren bigarren urterrena gogora ekartzen ari ginen artean, haren kantuen bertsioekin atera diskoarekin euskal kantari handia omentzen genuen bitartean, euskal kulturaren hitzordu nagusiaren lehen egunean, hots, Durangoko Azoka hasi eta zenbait orenen buruan, beste artista handi batek utzi gaitu. Euskal kultura garaikideko olerkari handienetakik bat, handiena ez bazen, hil zen joan den larunbatean. Kantari, olerkari, idazle, Xabier Lete euskal kulturaren izen handi bilakatu zen. Erreferente.

66 urtetan joan da. Baina poeta gisa egin duen ibilbide luzean zehar, testu anitz utzi dizkigu, gogoetaz beteak. Gogoeta horiek berak aldatuz joan dira denborarekin, sinesmenen bilakaera sentitu da, osagarri arazo larriek eta heriotzarenaganako hurbiltasunak bultzaturik ere, hain segur. Baina gogoetak hor daude. Xabier Lete gaztearen gogoetek gaur egun ere balio dute, hil aitizineko Xabier Leteren gogoetek bezala.

“Sinisten dut hartuko nauen lur hontatik landare berriak sortuko direla, landareetatik zuhaitzak, zuhaitzetatik loreak, loreetatik fruituak, fruituetatik gizonak eta abereak bazkatuko direla”. Xabier Leteren olerki honek urte anitz badu. Hil

ondoko garaiaz ditugun sinesmenak eta usteak adinarekin eta bizipenekin alda daitezke. Baina funtsean, olerki honen sarkotasunak balio handia du gaur, Xabier Leteren kasuan.

Xabier Lete, gorputzez, ez da gehiago mundu honetakoa. Erre dute aste honetan. Baina Xabier Letek utzi duen obra ez da suntsituko; are gehiago, artisten heriotzek eragin ohi duten bezala, obra horrek bizi berri bat ukanen du orain. Xabier Leteren obratik landare berriak sortuko dira (funtsean, hil gabe ere, artista gisa bere bidea hasi zuenetik sortzen ziren landare berriak, hark erein hazitik). Xabier Leteren obratik bazkatzen segituko dugu, haren gogoetek oraingo eta etorkizuneko gogoeten iturri izaten segituko dute.

Biziaren ikuspegi sakona, elkarbizitzari buruzko sentipenez beteriko kontzientzia, herri ikuspegi aberatsa, herri honenganako grina izugarria eta gertatzen denaren gaineko kezka bizia azaleratzen ziren haren gogoeten barne-barnetik. Badugu anitz ikasteko utzi duen obra aberats horretatik, *“Xalbadorren heriotzean”* kantu ezagunean Xalbadorrez erran zituenek balio baitute Leterentzat ere: Lete ere orotan bihotz bera zen, sentimenduzko bertsoak utzi zituen, hitzen lihoa iruten zuen. Eta Xabier Leterentzat ere galdetuko dugu: non hago, zer larretan, Oiartzungo artzaina. Ofiziu artzain ez bazen ere, herri honen artzain izanen delako beti.



CETTE SEMAINE

TARTARO
 S'EST ÉTONNÉ

Un Pays Basque singulier et pluriel ?

● Peio Etcheverry-Ainchart

Le Pays Basque, un espace complexe où se mêlent depuis plusieurs décennies images d'Épinal offertes à l'industrie du tourisme, problème géopolitique douloureux (qui n'est d'ailleurs pas la moindre des images d'Épinal de ce pays...) et une identité toujours en question.

De l'abertzalisme au communautarisme

Cette identité en question, parlons-en! Que n'entend-on pas à longueur de journaux ou de reportages télévisés sur ce petit pays où la moindre velléité de défense de la langue basque ou la moindre aspiration politique deviennent symboles de la «balkanisation» de l'Europe, d'un repli sur soi nationaliste, du «communautarisme» pour reprendre le dernier concept à la mode. C'est d'ailleurs largement de notre faute, nous autres abertzales qui avons pendant longtemps continué à ne parler que de thématiques liées à l'identité, comme si c'était la seule chose que nous avions à dire à la population. Nous qui n'avons que si tardivement commencé à nous élever contre le qualificatif de «nationaliste», soit par condescendance vis-à-vis de ce qui n'était que «la presse ennemie complice du pouvoir oppresseur», souvent aussi par paresse intellectuelle, parfois encore parce qu'on ne savait pas vraiment si on ne l'était finalement pas un peu, nationaliste...

Pour ne livrer qu'une impression personnelle, ayant été porte-parole d'AB durant ces dernières années j'ai pu constater l'étendue du malentendu —voire de la manipulation idéologique— qui nous entoure. Aux questions que l'on nous pose, aux thématiques dans lesquelles on veut nous confiner, aux idées reçues qui s'accrochent à nous telles des sangsues, j'ai pu mesurer le temps qu'il a fallu et qu'il faudra encore pour inverser la tendance. Et pourtant, en quoi la défense d'une identité serait antithétique de la tolérance et de l'ouverture au monde? Faut-il cesser «d'être soi-même» pour «être au monde»? Mieux: les deux ne s'alimentent-ils pas mutuellement?

Échange ou assimilation?

Lorsque l'on parle de ces questions, je ne peux m'empêcher de penser que le Pays Basque a toujours été le contraire de cette image qu'on lui accole. Particularité parmi les particularités, l'euskara est l'exemple type d'une civilisation qui a souhaité conserver une syntaxe unique en Europe tout en ouvrant la majeure partie de son vocabulaire aux influences extérieures. Depuis 40.000 ans qu'il peuple ce coin d'Europe, le peuple basque a été traversé de multiples fois. D'hier à aujourd'hui, nombreuses sont les cultures avec lesquelles la nôtre a échangé, faisant du Pays Basque ce qu'il est aujourd'hui, un pays tellement singulier et à la fois si pluriel...

Une telle vision de l'histoire ne doit toutefois pas verser dans l'angélisme: échange il y eut souvent, imposition il y eut aussi. On ne peut que se réjouir de l'introduction de l'alboka ou du trikitixa par



adhésion volontaire, mais on ne peut oublier que c'est par l'imposition pure et simple que la langue française —tout joyau linguistique qu'elle soit— a écrasé l'euskara depuis l'instauration de la III^e république. Parler le français est un privilège, mais il aurait dû être un privilège choisi. Là réside la différence entre échange culturel et assimilation. À l'heure d'aujourd'hui, les Basques doivent faire avec, et ce sont eux que l'on traite de communautaristes lorsqu'ils protestent contre cet état de fait et contre la lente disparition de ce qui fonde leur identité.

«D'ici et d'ailleurs»

Dans ce contexte, le Pays Basque reste une terre d'accueil. Français, Sénégalais, Portugais, Italiens, Malgaches, Espagnols, nombreux sont celles et ceux qui viennent s'installer au Pays Basque. Deviennent-ils Basques? Le souhaitent-ils et nous, le souhaitons-nous? Voilà une question que l'on évitait soigneusement de poser jusqu'ici, tant il était difficile de penser à l'identité des autres sans savoir déjà comment préserver la nôtre. Venu(e)s d'ailleurs, les immigré(e)s sont désormais à la fois d'ici et de là-bas. Gaby Etchebarne a souhaité les faire témoigner, dans un livre intitulé «D'ici et d'ailleurs. Paroles d'immigrés au Pays Basque» (éd. Elkar). Sans fard, ils et elles y racontent l'expérience de leur installation ici, dans ce qui fut heureux et malheureux, réussites et échecs, sans apologie ni condamnation.

Est-il plus particulier de s'installer ici qu'ailleurs? Peut-être pas, peut-être ne vaut-il même pas la peine de se poser la question. Mais en ces temps où le climat paraît tout sauf serein à cet égard en Europe en général et en France en particulier, cela ne semble pas superflu. Le vendredi 17 décembre à 18h, une rencontre-débat intitulée «Un Pays Basque singulier et pluriel?» est organisée à la librairie Elkar sur ce thème. Nul ne sait s'il fera avancer le schmilblick mais on ne m'enlèvera pas de l'idée qu'il y a un paradoxe dans l'affaire: c'est des Basques qui sont à l'initiative de ce débat... Bizarre pour des communautaristes, non?

●●● pas tant que ça du bon fonctionnement de la démocratie en Afrique où après avoir été sevré pendant 10 ans, les électeurs de Côte d'Ivoire ont élus au 2^{ème} tour pas un mais deux présidents de la République. Le hic, c'est que Gbagbo a plus d'un tour dans son sac.

●●● et réjoui qu'après la Russie la FIFA ait choisi le Qatar pour accueillir le Mondial de football en 2022. Le millionnaire du ballon rond, Zinedine Zidane, était comme par hasard l'ambassadeur de l'émirat ruiné du Qatar... sur un coût de tête?

●●● et réjoui qu'une autre star du foot, Eric Cantona, prenne la tête de la révolution pour mettre à bas le système bancaire, responsable de la crise. Bonne idée Cantona-du-fric!

●●● de la petite phrase du juge antiterroriste Trevidic sur *France-Culture*: «Normal qu'étant moitié basque moitié breton je me retrouve dans la section antiterroriste». Et le facteur de sa mère, il était corse?

●●● pas tant que ça de la pression mise par les élus de gauche sur l'exécutif du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques pour voter la quote-part du département à la création de la LGV en Pays Basque. Barrons la route à la droite!

●●● pas tant que ça du nouvel avatar de la ligne traditionaliste de la Cathédrale de Bayonne qui a limogé la directrice de la Schola pour une alternative plus «dans les clous»... Comme Jésus?

●●● de l'ampleur prise par la bataille frontalière de la clope qui voit les buralistes «français» bloquer le sentier du contrebandier d'Ibardin afin que les cigarettes «espagnoles» (moins chères) ne viennent perturber la juste concurrence. Un coup fumeux!



Les abertzale de CiU reprennent le pouvoir en Catalogne

La coalition de gauche (socialistes, indépendantistes et Verts) subit un sérieux revers aux élections autonomiques du 28 novembre. Le futur président Artur Mas gouvernera sans disposer de majorité absolue au parlement catalan. Un nouveau parti indépendantiste, SCI (Solidaritat Catalana per la Independència), fait irruption sur la scène politique catalane. Tous préparent déjà la seconde manche avec les élections municipales de l'an prochain où CiU compte bien ravir aux socialistes la mairie de Barcelone.

A PRES sept ans de cure d'opposition, CiU (l'équivalent du PNV en Pays Basque) revient aux affaires. La formation dirigée par Artur Mas a obtenu le 28 novembre 38,5% des voix et 62 députés sur 135 au parlement catalan, à six sièges de la majorité absolue (32,5% et 52

sièges aux élections autonomiques de 2006). Certes, elle n'atteint pas les scores des années 80-90, à l'époque de l'inamovible Jordi Pujol, qui lui permettaient d'obtenir la majorité absolue en sièges. Mais CiU dirigera seul la Catalogne en nouant quelques alliances ponctuelles avec un partenaire ou en bénéficiant de l'abstention bienveillante d'un autre.

Les socialistes qui dirigeaient la Catalogne obtiennent le score le plus faible de leur histoire depuis trente ans, avec 18,32% des voix et 28 députés, soit une chute de 9 points et de 9 élus. Leur effondrement s'expliquerait par la crise économique globale et les mesures impopulaires de rigueur prises par Zapatero en Espagne, mais également par le laminage du nouveau statut d'autonomie catalan. Promis par la coalition de gauche, adopté à une écrasante majorité par le parlement catalan puis par référendum, les institutions espagnoles (Cortés et Tribunal constitutionnel) n'ont eu de cesse de le vider de son contenu au fil des ans. Les socialistes payent aujourd'hui le prix de cette facture. Le taux de participation à cette élection, 60%, plus élevé de quatre points à celui de 2006, n'est peut-être pas étranger au ressentiment des Catalans à l'égard des Espagnols. L'usure du pouvoir et la démission du président socialiste et ancien maire de Barcelone Pasqual Maragall, le manque de panache de son remplaçant José Montilla, ont sans doute contribué également à la défaite socialiste. L'ex-président Montilla a annoncé qu'il démissionnerait de son poste de simple député et prépare désormais sa succession pour faire émerger aux commandes du parti une nouvelle génération. Bien que le résultat du 28 ne soit pas transposable à celui d'élections générales, Zapatero vient de perdre avec la chute de Parti socialiste en Catalogne, un de ses atouts majeurs.

ERC s'effondre

Les républicains indépendantistes d'ERC, alliés des socialistes au pouvoir, voient s'effondrer leur représentation. Ils en perdent la moitié en passant de 14% des voix et 21 député hier à 7%

“Avec 38,5% des voix et 62 députés sur 135 au parlement catalan, CiU dirigera seul la Catalogne en nouant quelques alliances ponctuelles avec un partenaire ou en bénéficiant de l'abstention bienveillante d'un autre.”

“L'irruption des indépendantistes de SCI sur la scène politique, avec 4 députés et 3,30% des voix, constitue la grande nouveauté de ce scrutin.”

et 10 députés aujourd'hui. Ils retrouvent leur score des années 90 et dégringolent de la 3^e à la 5^e place, derrière les Verts et surtout le PP. La gestion du pouvoir ne leur a pas profité, avec de fortes dissensions internes et des scissions. Le leader du parti, Josep-Lluís Carod-Rovira qui avait fait faire à l'ERC un véritable bond en avant, a été «défenestré» pendant la campagne électorale et deux autres partis indépendantistes sont nés. Un ensemble de plate-formes et de mouvements divers sont apparus depuis deux ans, autour de l'organisation des référendums municipaux en faveur de l'indépendance, tout cela plutôt en marge d'ERC. Sous la houlette de Joan Puigercós, ces derniers temps le parti a oscillé entre un «indépendantisme express» à mettre en œuvre sur le champ et la gestion du pouvoir avec une gauche qui ne voulait pas entendre parler de ces projets. Ajouté à l'échec du nouveau statut d'autonomie réduit à néant par ses alliés socialistes, tout cela a contribué à l'affaiblissement d'Esquerra Republicana de Catalunya.

Le troisième allié au pouvoir à Barcelone était l'ICV (Verts). Il est le seul du trio à «sauver les meubles» avec une érosion relative: comptant aujourd'hui 10 députés et 7,40% des voix, il perd seulement 2 points et 2 élus par rapport à 2006. Il résiste donc beaucoup mieux que ses partenaires.

On considère que les 22 députés et 80% des 470.000 voix perdues par les trois partis de gauche, se sont déplacés vers CiU et SCI, la nouvelle formation indépendantiste.

Le PP progresse et nouveau parti indépendantiste

Le PP devient le troisième parti de Catalogne avec 18 députés (+4) et 12,33% des voix, soit deux points de plus. Il s'agit d'un de ses meilleurs résultats depuis trente ans. Il croît tout particulièrement dans la ceinture de Barcelone, fief traditionnel du PSOE. Le Parti populaire caresse ainsi l'espoir de soutenir CiU au pouvoir et d'influer ainsi sur la vie politique d'un pays où il a beaucoup de mal à s'implanter réel-



Artur Mas, derrière lui Jordi Pujol

ROSA LAGO, BILBOKO LETXUGAK KONTSUMO TALDEKOA

“Kontsumo taldeek, gizartea sendotzen laguntzen dute”

“Postkarbono” etorkizuna preparatuz, tokian tokiko ekoizleak eta dendak harremanetan jarriz eta sasoiko elikagaien egutegia argitaratuz, besteak beste



Barazkiak astero datoz, baserritarrak osatzen du saskia, eta janari berriak jaten ikasi dugu

Rosa Lago présente la démarche qui a amené son groupe de consommateurs à fonctionner en AMAP à Bilbo.

Aspalditik mundu osoaren nekazariak tokian tokiko nekazaritza aldarrikatzen eta defendatzen dabiltzala elikadurako enpresa transnazionalen aurrean, haien etorkizuna eta denon elikadura subiranotasuna jokoan daudela esanez.

Aspalditik ere hainbat kontsumitzaileok kezkatu gabiltza jaten ditugun barazkiek zer kimiko ganean izango ote duten, supermerkatuan esnea deritzoten edabea errealitatean zer izango ote den, eta haratago, zer etorkizun espero dion petrolio-zoko ongarriekin isuri den lurrari. Hainbat urtez pozoin dutako lur hori gure seme-alabak elikatzeko gai izango al da?

Zoritxarrez eta ekonomia kapitalistan sinesturik, azken hamarkadetan lehen sektorea arbuia da, nekazaritza barne, etorkizunik ez zeukala eta beste sektoretan irabazi gehiago lortzen zirela argudiatuz. Beraz, nekazari askok eta askok betiko ogibideari utzi diote, edo jubilatatu ondoren, baserrian ez dute jarraitailerik izan. Orain petrolio-krisia aurrean dugula, askoren ustez krisi ekonomiko larria ekarri diguna, urrunetik elikagaiak garraioz gero eta garestiagoa izango da.

▼
“Les circuits de distribution courts permettent de faire face à la fin du pétrole bon marché tout en répondant à l'exigence de qualité de la part des consommateurs.”

Beraz, gure elikadura ziurtatzeko bertoko elikagaiak kontsumitzea tokian tokiko nekazariak babestuz inoiz baino komenigarria da.

Portland hirian (Estatu Batuak) udaletxea eta hainbat eragile lokal bildu ziren aldaketa klimatikoaz eta petrolioaren krisiaren inguruan, haien hirian bi mehatxu hauei aurre nola egingo zioten hausnartzeko asmoz. Besteak beste, “*nekazal lurra babestea eta tokian tokiko elikagaien ekoizpena bultzatzea*” komenigarritzat jo zuten⁽¹⁾. Hainbat eta hainbat hiritan antzeko hausnarketa egin dute “*postkarbono*” etorkizunaren inguruan. Anglosaxionar herrietan Trantsizio Hiriburuetak mugimenduak indarra hartu du, Totnes herria horren adierazlea izanik, eta han ere Tokian Tokiko Elikaduraren Gida egin nahi dute, tokian tokiko ekoizleak eta dendak harremanetan jarriz eta sasoiko elikagaien egutegia argitaratuz⁽²⁾.



Rosa Lago

Engungo elikagaien ekoizpenaz arduratuta eta horrek gizartean, ekonomian eta ingurumenean dakartzan kalteetat ohartuta, 2005eko udazkenean Bilbon Letxugak kontsumo taldea osatu genuen. Gure betekizuna zein zen ondo harrapatu zuen Letxugak bataiatu gintuen lagunak. Erreferentzia moduan Bizigai genuen, Bilboko produktu ekologikoen kontsumitzaileen elkarte bat, bai eta Espainia aldean martxan zeuden esperientziak ere: Madrilgo BAH elkarteetako kideek (*Bajo el Asfalto está la Huerta*⁽¹⁾), Galtzada Azpian Baratza dago) lursail bat alokatzen dute eta lurrak lantzeko nekazariak kontratatzen dituzte, beharrezkoa denean auzolanak ere antolatuz. Elkarrekin ehundaka lagun dituzte, eta kideak ez dira kontsumitzaile hutsak, baizik eta lurraren eta nekazaritzaren egoeraz jabetzen dira inplikazio handiarekin.

Funtsean kontsumo taldeek egitura sinple eta txikiagoa daukate, eta geure taldea osatzeko Espainian eta Katalunian hedaturik zeuden taldeak eredutzat hartu genituen⁽²⁾. Denbora pasa ahala, Kataluniako kontsumo talde asko eta nekazari batzuk La Repera sarea⁽³⁾ osatu dute. Bilboko alde zaharrean hasi ginenetik, gutxienez beste bost talde martxan jarri dira Bilbon bakarrik, Bizkaian gehiago izanik. Azken bi urtetan EHNE sindikatuak Nekasarea proiektua bultzatu du, kontsumo taldeak eta EHNEko baserriarrak harremanetan jarriz eta koordinatuz.

Letxugak taldea osatzerakoan autogestioa eta antolakuntza asanblearioa izatea erabaki genuen, elikadura arloan pertsona autonomo, kritiko eta konprometitu bilakatu ahal ginela sinesturik. Horregatik pertsona kontraturik edo liberaturik ez dugu izan, kide guztien partaidetza aktiboa beharrezkoa da, eta taldea txikia da (hamabi hamalau etxe, gure kasuan), guztiok auzo berean edo hurbil bizi izanik. Proiektuaren hiru zutabeak honako hauek dira: elikagai organikoak eta hurbilekoak kontsumitzea, tokian tokiko nekazal proiektuak ezagutzea eta bultzatzea, eta bitartekariak murriztea.

Zer behar duzu kontsumo talde bat osatzeko? Hasi jendearekin honetaz berba egiten, eta lagunak agertuko dira. Gero bilatu lokal bat: gure kasuan taldekoak beste elkarrekin ezberdinetako kideak gara (elkarrekin ekologista, antimilitarista, irrati librekoa...) eta

asanbladak izateko eta produktuak jasotzeko elkarte horietako lokalak erabili ditugu. Batzutan arazoak suertatzen dira ("*barazkiak ez dituzue jaso!*", edo "*erratza pasa ezazue!*") eta askotan ere lokalaren bizitza berpizten da. Gainera kontsumo taldeko kideok lagundu dugu elkarte horrek eskatu duenean (jaietako txoznan, panfletoak banatzen...). Gero ekoizle ekologikoak bilatzen hasi, adibidez, nekazal sindikatu bati deituz, edo produktu ekologikoen kontsumitzaileen elkarte batean galdetuz. Lanak banatu jende artean, bata barazkietaz arduratu, bestea arraultzetaz.



*"Pour assurer la qualité du lien
entre les producteurs
et les consommateurs,
nous avons préféré, dès le début,
limiter la taille du groupe des consommateurs."*

Hasieran guretzat zaila izan zen, eta enpresa banatzaileak bakarrik aurkitzen genituen. Gainera Euskal Herrian ez genuen lekadun ekologikorik aurkitzen, eta lekadunik merkeenak Turkiatik edo Txinatik zetozen. Gero askok nekazaritzaz ez genekien gauza handirik: baserriarrak esan behar zigun zeintzuk ziren sasoiko barazkiak. Eta olioia, hau mundu berria!, oliba-mota ezberdinak, sapore eta kalitate ezberdinak... Denborarekin elikagaietaz eta nekazaritzaz asko ikasi dugu. Barazkiak astero datoz, baserriarrak osatzen du saskia, eta janari berriak jaten ikasi dugu. Behin baino gehiagotan elkarri galdetu diogu "*zer demontre*" den saskian dugun barazki berria, eta nola sukaldu. Gure azkeneko eztabaida batean olioaz ari ginen, nola oliba jasotzen dutenei oso gutxi ordaintzen dieten, eta gero olioia garesti saltzen den. Gainera, bilerak oso emankorrak dira: laranja-jetaz hitz egin, eta gero laranja-jetaz hitz egin, eta gero laranja-jetaz hitz egin. Gizarte mugimenduetan gabiltzanentzat oso bilera bestelakoak dira hauek.

Baserriarrarekin harreman estua eta auzolanaren bidez beraiei laguntzea helburu genuen (adibidez, ortuan laguntzea baserriarra haurdun dagoenean). Aldiz, atal honetan ez dugu pauso handirik eman: lehenen baserriarrak gauzak egiten irakatsi behar dugu, eta guk hiritarrok ikasteko eta gero auzolanetara joateko denbora atera behar dugu. Normalean oztzopoa gure aldeetik egon da.

Hasieratik taldekoak hurbileko auzokideak izatea garrantzitsutzat jo genuen, eta esperientziak konfirmatu du: ezusteko batean azkar erantzuteko hurbil bizitzea komeni da: adibidez, lokalean jaso barik barazkien saskiak geratu badira, edo egindako erosketa handia (lekadunak, irina, arrosa...) uste ez genuen egunean heldu bada. Gainera hurbil bizi garenok askotan kalean topo egiten dugu, eta amankomuneko zereginari esker harremanak sendotzen dira, konfidantza eta konplizitateak sortuz, eta auzoko edo hiriko gaietan elkarrekin parte hartuz. Alegia, kontsumo taldeek gizarte sarea sendotzen laguntzen dute.

Taldearen tamainak ere garrantzia dauka: jende gutxiaren artean bilerak arinak dira, denok elkar ezagutzen dugu eta lana banatzen da, alegia, inork ez du betebeharririk gabe alde egiten. Guk gure tamaina hasieratik mugatu genuen, eta gero hurbildu ziren interesatuei kontsumo talde berria osatzen lagundu genien (gure antolakuntza azalduz, ekoizleen kontaktuak ematen...). Esan bezala, bost urtetan kontsumo talde berriak osatzen ikusi ditugu, bakoitza bere xehetasunekin.

Beraz, zure elikaduraz eta Amalurraren egoeraz kezkatuta bazaude, Letxugak taldekideok kontsumo talde bat osatzera animatzen zaitugu. Denbora apurtxo bat atera behar da, baina ordainketa oparoa da: supermerkatutik ez zara berriro pasako!



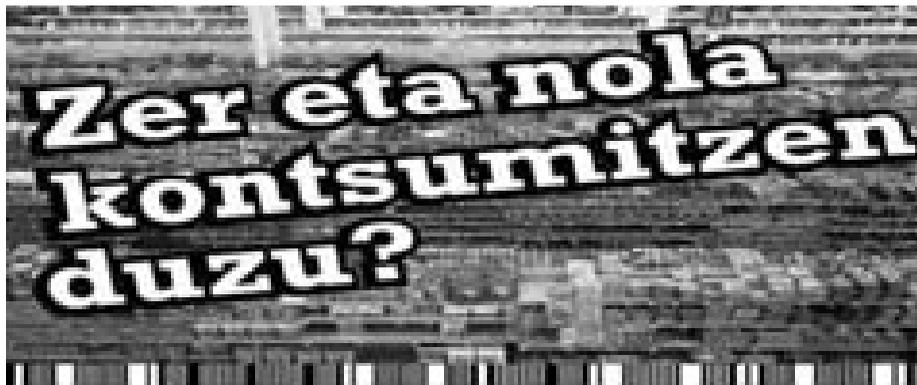
(1) Daniel Lerch, *Ciudades post carbono: las ciudades norteamericanas responden al techo del petróleo*, *Ekonomiaz* 71. zenbakia, 2. lauhilabete, 2009

(2) Antonio Scotti, *Tiempos de Transición*, ECOHABITAR 19. zenbakia, 2008 udazkena.

(3) <http://bah.ourproject.org/>

(4) <http://gruposdeconsumo.blogspot.com/>

(5) <http://repera.wordpress.com>



Kontsumo talde baten hitzaldirako gomitarren kartela

Burgoseko ezpata

Lucien Etxezaharreta

Berrogei urte, jadanik!

Euskaldunak munduan ainitz aipatu ziren orduan. Bereztasuna zen folkloretik ateratzen zirela kazetariak, lehen aldikotz, eta euskal "nazio" zerbait bazela ohartzen zirela eta batzuek horrentzat bizia eskaintzeko prest zirela.

Hau berritasuna eta funtsean euskaldunek berek bapatean "euskaldun" zirela senditu zuten ere.

Francoren diktadura osagarri onean zen eta Frantziako Pompidou eta beste bakezale handi guzietan Espainiako botere azkar hori estimatzen zuten.

Abokatuek, auzia hasi aitzin, auzitegi militar guzietan bezala mahai gainean ezpata bat behar zela eskatu zuten, horrek lehen inzidente berezia sortu zuela. Beste auzi "sumarisimo" guziaz halaber joan zen eta eskertze-koa da Gisèle Halimi abokatua egin zuten lan eta ondoko liburua gatik.

Segur, asko aipatu zela, baina aldi berean Leningraden (Sankt Petersburg zena) judu batzuen auzia zen, heriotz zigorraren mehatxupearan ere. Aitortu behar da hauen aipamenek arras gainditu zituztela Burgosekoak. Pointe de Grave aldean, behar gabe sakrifkatu Gernika batailoia geroztik, jakina zen Europak ez zuela euskal nazio askerik nahi.

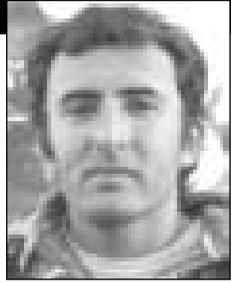
Beste diktadura batzuen baziren segur, Portugal edo Txekoslovakian, hor ere "estatuak onartzen ditugu eta ez gobernuak" jukutria baliatzen zen tortura eta libertate eskasen onartzeko. Justizia? Beti bezala, eskolako liburuentzat eta estatuko ate nagusien gainean, bestela "realpolitik" hura denentzat eta kitto.

Eskerrak Roger Idiart zenari, irriñoak hedatu baitzitzaizkigun bere Montoriko kantorearekin: Xiberoa euskaldun senditu baitzen.

□

JEAN-SÉBASTIEN MORA

jesamora@gmail.com



L'éloge des frontières

Contre le mythe d'un monde sans limite : le grand retour des géographes

Quelle minorité exposant ses revendications territoriales, n'a pas été accusé de repli sur soi et de s'opposer aux valeurs d'un monde «sans frontières».

Voilà ce qu'écrivait par exemple en 1994, Charlie Hebdo au sujet des listes régionales «voter pour des gens qui [...] s'arrêtent aux barbelés du champ du voisin, voter pour des gens qui pensent que leur langue composée de trois mots et d'un verbe est la plus belle du monde.»

En publiant «l'éloge des frontières», Régis Debray met en branle les concepts à la mode de «sans-frontière» et de «citoyen du monde». Il rompt aussi avec les postulats de la gauche bien pensante, oubliant aisément que le jacobinisme n'est pas un dogme universel mais un communautarisme.

Petit rappel avant de continuer, Régis Debray n'a rien à voir avec Michel ou Jean Louis Debré. Agrégé de philosophie, en 1965 il devient un compagnon de lutte de Che Guevara.

Après l'échec de la campagne de Bolivie (où Guevara est tué), Debray sera torturé par la CIA et détenu quatre ans par les forces gouvernementales.

De retour à Paris en 1973, il a notamment été directeur de programme au Collège international de philosophie ou Président de l'institution des sciences et des religions.

Plusieurs fois expulsé des Etats-Unis, Régis Debray avoue avoir un rapport meurtri avec la frontière mais reconnaît autant de raison «de la redouter que de l'aimer».

Le principe de monde sans frontières part d'une intention a priori incontestable : celle d'une harmonisation suprême des rapports humains et d'une gouvernance mondiale enfin pacifiée. Mais comment ne pas voir comme de l'impérialisme, l'idée qui laisse penser aux gagnants du néo-libéralisme, c'est à dire nous les habitants du Nord, qu'ils sont partout chez eux ? Un monde sans frontières, c'est surtout un espace sans limites ni contraintes pour les plus riches et les plus puissants : «Le fort est fluide et rapide, rappelle l'auteur dans son manifeste, le faible n'a pour lui que son bercail. [...] Guerre asymétrique. Le prédateur déteste le rempart. La proie aime bien».

Derrière les prétextes mielleux, le sans-frontiérisme c'est aussi la globalisation, l'interventionnisme humanitaire, la dérégulation et l'invasion touristique tous azimuts.

Etre citoyen, c'est faire parti d'une communauté de destin.

Est-on «citoyen du monde» quand, à la découverte de la planète, on brûle des milliers de litres de Kerozène alors que la moitié de la planète vit avec un dollar par jour ?

Tout proche, la disparition relative de la frontière franco-espagnole illustre pleinement l'ambiguïté soulevée par Debray. La «muga», c'est la libre circulation des capitaux et des marchandises. Elle reste une nasse à sans-papiers, tout en signant désormais l'arbitraire du mandat d'arrêt européen.

Dans une «Europe sans frontières», au lieu d'aboutir à l'unification des codes pénaux des Etats membres, il se met en place un espace judiciaire où la législation du plus «bourrin» prime.

On doit à Hegel le concept de «fin de l'histoire». Or dans un monde où les ressources sont de plus en plus rare, sans planète B on assiste à la «fin de la géographie».

Régis Debray en est d'ailleurs convaincu : «Plus vous effacez les frontières par la technique et l'économie, plus vous créez un besoin de frontières politiques.» explique-t-il. Dans la jungle il n'y a pas de frontières, donc pas de droits. «Quand vous reconnaissez la frontière, vous reconnaissez l'autre comme légitime. En ce moment, la frontière est facteur de paix» indique Régis Debray. Car il faut peut être admettre cette chose amère et paradoxale : là où il n'y a pas de frontières, il y a souvent des murs (Israël, Cachemire, Sahara Occidental...).

□



Allégations environnementales

De l'importance de connaître les définitions...

Les campagnes publicitaires et les emballages des produits sont riches en messages bio et écolos. Mais pas toujours à bon escient. Voici la définition de biodégradable, une parmi les nombreuses «allégations environnementales».

Un produit ou un emballage peut se revendiquer biodégradable s'il respecte des normes en vigueur (notamment la norme NF EN 13 432 : 2000).

Ces normes définissent les conditions dans lesquelles le produit peut effectivement se dégrader.

Elles garantissent que le produit va se décomposer sous l'action d'organismes vivants en éléments divers dépourvus d'effet dommageable sur le milieu naturel.

Dans tous les cas, la mention «Ne l'abandonnez pas dans la nature» doit apparaître.

Que signifie biodégradable ?

Biodégradable se dit d'une substance qui peut, sous l'action d'organismes

vivants (bactéries) se décomposer en éléments divers sans effet nuisible pour l'environnement. La biodégradabilité s'apprécie en prenant en compte à la fois le degré de décomposition d'une substance et le temps nécessaire pour obtenir cette décomposition.

Sans précision, l'allégation «biodégradable» doit porter sur l'ensemble du produit. Sinon, il faut indiquer si c'est le produit, l'emballage ou une substance qui est concerné.

On rencontre cette allégation sur différents produits : les sacs plastiques, les emballages, les couches, les stylos, la vaisselle jetable, les peintures, les détergents...

Quel comportement adopter ?

Ne jetez rien dans la nature ! Même biodégradable, un emballage peut avoir, le temps que la bio-dégradation soit achevée, un impact négatif sur l'environnement (ex : pollution visuelle et risque éventuel pour la faune).



Les normes existantes assurent un niveau optimal de biodégradation dans une installation industrielle de compostage.

Enfin, le label *Ok compost home* garantit la biodégradabilité d'un produit dans votre composteur individuel de jardin.

Allégation : Une allégation est un message qui permet de distinguer et valoriser un produit sur un emballage, un étiquetage, une publicité, etc. Si elles manquent de précision ou de clarté, les allégations peuvent conduire à délivrer une information trompeuse voire mensongère au consommateur.

Allégation environnementale : Une allégation environnementale est un terme (ou une expression) utilisé pour mettre en avant la qualité d'un produit au regard de la protection de l'environnement. Le nom des marques et certains éléments visuels utilisés pour «verdir» un produit peuvent également être considérés comme des allégations environnementales.

L'Agenda de la Fondation

Week-end de formation pour adhérents et sympathisants de Bizi!



Encore en 2010 : toujours plus chaud la Planète !

Le changement climatique : comprendre et réagir.

Week-end de formation proposé par BIZI! les 17, 18 et 19 décembre 2010 à Hélette.

Qu'est ce que l'effet de serre ? Que sont les gaz à effets de serre ? Qu'est ce que le GIEC ?

Le réchauffement climatique se ressent-il dès maintenant ? Pourquoi est-ce si grave ?

En quoi suis-je responsable ? Quelles sont les bonnes et les fausses solutions ?

Quelle est mon impact carbone ? Que faire pour lutter efficacement contre le réchauffement ?

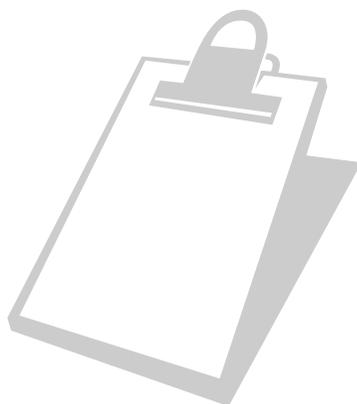
La fin du pétrole pas cher et les bouleversements qu'elle va entraîner sur nos sociétés.

Repas et hébergement possibles sur place – Formation gratuite

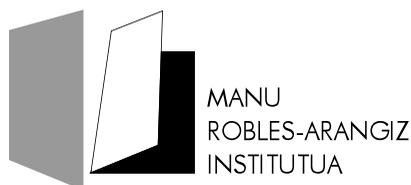
Renseignements et inscriptions :

- au 05 59 25 65 52

- ou à bizimugi@orange.fr



Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



lement. Son bon score comme l'importante progression de CiU, classé à droite, réjouissent les dirigeants espagnols du PP, dans la mesure où ils annoncent la chute des socialistes, en quelque sorte le prélude de l'éviction de José Luis Rodríguez Zapatero.

Le petit parti purement espagnoliste Ciutadans (CS) qui a axé sa campagne contre l'apprentissage majoritaire du catalan dans l'enseignement, maintient sa représentation avec trois députés et augmente légèrement en voix, de 3% à 3,40%. Au parlement régional, il fera partie du futur Groupe mixte avec son opposé absolu, la nouvelle formation indépendantiste Solidaritat Catalana per la Independència (SCI)

Conséquences pour Euskal Herri

Ces élections du 28 novembre ne sont pas sans effet en Pays Basque. Les socialistes espagnols avaient un besoin impératif du soutien des députés PNV pour approuver le budget de l'Etat. Demain, CiU n'aura de cesse que de proposer aux Espagnols ses bons et loyaux services pour obtenir des transferts de compétence au profit de la Catalogne. Du coup le poids des voix des six députés PNV aux Cortés chutera dangereusement. La tentation sera forte pour le PSOE de revoir à la baisse les engagements de transferts signés avec les Basques, alors que l'encre du paraphe est à peine sèche. Le PNV espère évidemment que le scénario de l'éviction des

tention des députés PP au deuxième tour, pour être élu président. D'autres affirment que ce seront les socialistes qui s'abstiendront au second tour, en fonction du discours-programme d'Artur Mas.

Successeur de Jordi Pujol (1) avec lequel il doit supporter la comparaison, il a fait la preuve de ses talents et de sa constance durant sept ans pour conquérir un pouvoir qu'il n'a pas obtenu en héritage. La campagne électorale fut dominée par le débat sur le déficit fiscal dont pâtit la Catalogne au profit du reste de l'Espagne: «*Nous payons plus et nous bénéficions de moins*» de services; on nous parle de solidarité, mais nous devons être solidaires à l'égard de notre propre population.

Le principal chapitre du programme de CiU est l'obtention d'un statut fiscal équivalent à celui des Basques, c'est-à-dire le «*concerto economico*» garantissant une maîtrise très importante de la fiscalité. Actuellement, la Catalogne contrôle entre 55 et 58% des impôts, selon les assiettes. Artur Mas a annoncé que son soutien à un gouvernement espagnol passerait par l'obtention du pouvoir fiscal. Selon plusieurs enquêtes d'opinion, plus de 60% des Catalans appellent de leurs vœux l'instauration d'un «*concerto economico*» ou d'un nouveau «*pacte fiscal*».

L'autre volet de l'action de CiU porte sur les prochaines élections — municipales — qui constituent en quelque sorte la deuxième manche du scrutin du 28 novembre. Il s'agira dans six mois, d'enraciner davantage le parti dans le pouvoir local et surtout de ravir aux socialistes le principal joyau de la couronne, Barcelone la capitale. En politique, aucune position n'est acquise définitivement, le combat du jour annonce le suivant. Et comme en amour, il n'est pas de citadelle imprenable... il n'y a que des citadelles mal attaquées.

(1) Surnommé hier le «*vice-roi d'Espagne*» ou le «*nain*» par une opinion publique espagnole qui ne le supportait pas, il demeurera célèbre, non seulement pour sa longévité au pouvoir, mais surtout pour sa capacité à faire et défaire les majorités aux Cortés.



qui obtient 4 députés et 3,30% des voix. Créée récemment par Joan Laporta, l'ancien président du Barça le club de football de Barcelone, celle-ci a déclaré qu'elle ne soutiendrait CiU que si ce dernier déclare unilatéralement l'indépendance... L'irruption de SCI sur la scène politique constitue la grande nouveauté de ce scrutin.

Le vote souverainiste

Au total, si l'on additionne les scores des partis souverainistes CiU, ERC et SCI, ils gagnent 7 sièges et 3 % des voix par rapport à 2006 et détiennent au parlement catalan une majorité absolue de 76 députés sur 135. Les partis espagnolistes (socialistes, PP, ICV et CS) perdent 7 députés et 8,6%, du fait de l'augmentation de la participation en 2010. Différents instituts de sondage chiffrent à 25% l'électorat catalan susceptible de voter en faveur de l'indépendance. CiU accentue le chapitre souverainiste de son programme, mais elle ne parle pas ouvertement d'indépendance dans son discours. Comme le PNV, elle défend le «*droit à décider sans limite*». Avec la remontée de CiU et l'émergence de SCI plutôt de tendance libérale, on assiste à un glissement à droite du souverainisme catalan.

Un parti d'extrême droite, Plataforma per Catalunya (PxC), xénophobe et «*centré sur la sécurité et le contrôle de l'immigration*», n'a pas réalisé la percée escomptée: aucun élu et 2,42% des suffrages. Enraciné dans les zones urbaines particulièrement touchées par le chômage et où se concentrent des populations immigrées, PxC espère effectuer une montée en puissance aux prochaines municipales et mordre sur l'électorat PP.

socialistes et le retour au pouvoir de CiU laisse augurer d'une dynamique semblable, un jour prochain en Pays Basque.

Le futur président catalan Artur Mas se trouve désormais au pied du mur. Vainqueur, il sera investi par le parlement catalan vers le 17 décembre et constituera son gouvernement pour le 3 janvier. Il se pose évidemment en grand rassembleur et tend la main à tous les partis sans exclusive, tant «*nous avons besoin de tous*» pour surmonter une crise économique gravissime. En coulisse, les mauvaises langues susurrent qu'Artur Mas compte sur une abs-

Batasuna veut être présent aux prochaines élections

NOUVELLE grand-messe le 27 novembre à Iruñea. Une pléiade de cadres et responsables de l'ex-Batasuna ont annoncé la création d'un nouveau parti «*en conformité avec la loi*» et qui «*devra rejeter l'usage de la violence*». Il devrait présenter des candidats aux prochaines élections municipales et forales de mai 2011 et prévoit la présentation de son programme et les listes de candidats pour les 11 et 18 décembre prochains. Les deux porte-parole du mouvement, Rufi Etxebarria et la maire d'Hernani Marian Beitialarrangoitia, ont indiqué que dans «*la stratégie indépendantiste et socialiste de ce nouveau projet politique, il n'y aura aucune place pour une forme d'action violente (...). Ce nouveau projet basé sur des moyens exclusivement politiques et démocratiques doit être ferme et sans équivoque, non soumis à des variations tactiques ou à des facteurs conjonc-*

turels». Cette prise de position n'est pas nouvelle, elle n'est que le rappel de déclarations antérieures. Elle semble s'adresser au gouvernement espagnol et à ETA. Le second garde toujours le silence. Quant au premier, il poursuit sur la voie de la répression et considère que de telles déclarations sont insuffisantes et que manquent toujours des «*faits dignes de foi*» démontrant une «*rupture*» avec ETA «*ou bien qu'ETA disparaisse*». Le dialogue de sourds semble donc toujours à l'ordre du jour.

La veille du 27 novembre, le PP et le PSOE ont signé un accord portant sur la modification de la loi électorale afin de permettre l'expulsion des élus qui émanent de formations liées à Batasuna. En revanche, un discret rapport du ministère de l'Intérieur du gouvernement basque prépare un plan de restructuration de la police du pays lorsqu'ETA aura disparu.

Quel avenir pour Iparralde ?

L'hebdomadaire L'Express consacre sa couverture et un reportage au "Pays Basque victime de son succès".
En voici la relation.

ENFIN un journaliste de la presse hebdomadaire française qui porte un diagnostic relativement juste sur Iparralde. L'hebdomadaire L'Express a fait son grand titre ainsi: «Le Pays Basque victime de son succès» et il pointe dans ses sous-titres les maux dont il souffre: Flambée de l'immobilier, circulation difficile, menaces sur l'identité.

Il faut entrer dans le cœur de l'article pour avoir l'explication de cette situation: la forte immigration dont est victime le Pays Basque Nord. Les abertzale qui depuis longtemps la dénoncent, même si c'est discrètement et pratiquent volontiers sur ce sujet l'auto-censure, se trouvent légitimés par cette enquête. Car est posé le principal paramètre qui va conditionner notre futur collectif. Comment sur un tout petit territoire de 2.900 km² pourra-t-on accueillir indéfiniment une population allogène à la recherche d'un endroit convivial et où il fait bon vivre sans le défigurer d'une manière irréversible? Cette situation est tout à fait nouvelle dans l'histoire d'Euskal Herria. Jamais ce phénomène urbain ne s'est produit à une telle échelle.

Nos élus n'ont rien vu venir

Mais qui chez nous, dans ce monde en profond bouleversement, peut raisonner à 20 ou 30 ans? Qui chez nous dénonçait il y a trente ans ce que serait le Pays Basque d'aujourd'hui? Bien entendu, cette situation ne concerne pas seulement le Pays Basque mais de nombreuses régions françaises mais aussi du monde entier: c'est une problématique mondiale.

L'article commence avec ces mots: «*Pauvre Pays Basque, si longtemps intact (...) le voici qui s'en va d'un coup...*» Ces mots de Pierre Loti écrits il y a un siècle nous pouvons les faire nôtres mais en y ajoutant d'autres raisons bien plus profondes et inquiétantes que l'auteur de «*Ramuntxo*» et que celles du journaliste de L'Express. Nous avons le sentiment que nous sommes en train de perdre quelque chose d'essentiel de notre identité. Cela va bien au-delà de la nostalgie. La marchandisation généralisée du Pays Basque, de ses symboles et de ses habitants nous conduit à une mutation qui est bien plus importante que les querelles intestines du moment des abertzale qui paralysent et accaparent les forces vives d'un pays qui n'en finit pas de

se chercher. Après le gâchis énorme d'avoir laissé passer la chance historique du pacte de Lizarra-Garazi des années 98-99, il faudra bien un jour que les abertzale qui prétendent être les authentiques porteurs des valeurs de ce Pays se penchent sur le devenir commun du Zazpiak Bat. Mais cela ils doivent le faire avec ceux qui vivent sur ce territoire si exigü et si fragile.

Nos élus n'ont rien vu venir et qu'auraient-ils pu faire? 30 % de résidences secondaires de plus en 7 ans. 30.000 habitants de plus en 10 ans. Chaque année 9.000 personnes élisent domicile en Iparralde. Mais les 2.900 km² de notre territoire ne bougent pas. Et que dit au journaliste de L'Express le maire de Saint Jean de Luz: «*Notre pays séduit; nous ne pouvons pas nous en plaindre*». Et ce raisonnement à courte vue est probablement partagé par la plupart des maires qui sont aux affaires.

Affecter la cohésion à Iparralde

L'article de L'Express souligne que les nouveaux habitants sont souvent de riches retraités séduits par les atouts exceptionnels de notre pays. Comme le souligne Benjamin Peyrel, «*cette population nouvelle bouleverse en profondeur les équilibres locaux*». Les conséquences se font sentir dans plusieurs domaines. D'abord l'immobilier. En moins de 10 ans, le prix des terrains a grimpé de 145%, celui des maisons individuelles de 99% et celui des appartements anciens de 126%!

Nous ne sommes plus devant une évolution lente, progressive, équilibrée. L'entrée dans le nouveau millénaire se fait sous le signe du bouleversement, de mutations incontrôlées. Cela obligera toutes les parties intéressées à raisonner sur un nouveau paradigme: celui d'un collapsus à terme entre l'exiguïté de notre territoire et l'arrivée massive dans les 20 ans à venir d'une population estimée à plus de 30.000 personnes à l'horizon des années 30. Si rien n'est fait, les Basques seront définitivement marginalisés. Certes, il existe dans la culture basque une certaine capacité à l'accueil et à l'intégration. Cela est possible si le rythme est à la mesure de la capacité d'intégration. Mais tout le monde en convient: tout va trop vite. Et dans cette course contre la montre, ceux qui sont les premiers interpellés sont les abertzale. Mais pas eux seulement.

“Qui chez nous dénonçait il y a trente ans ce que serait le Pays Basque d'aujourd'hui ?”

“Cette population nouvelle bouleverse en profondeur les équilibres locaux”

Les défis sont devant nous: Peut-on et comment ralentir le flux migratoire? Comment aider les nouvelles populations à faire de notre terre, la leur? Comment protéger l'agriculture paysanne et l'espace qui lui est indispensable? Comment faire de l'euskara une langue développée et épanouie et non pas réduite au témoignage sachant que la population locutrice — celle qui volontiers parle naturellement en euskara — à l'horizon de l'an 2020 sera aux environs de 30.000 personnes, soit moins de 10% de la population d'alors? Comment protéger l'espace collectif, ouvert à tous et assurer une protection du littoral? Toutes ces interrogations sont bien entendu valables pour tout Euskal Herria.

Mais d'abord prendre la mesure de la gravité de la situation est primordiale et, hélas, nous en sommes bien loin. Les pathétiques discussions dans le camp de la gauche abertzale, l'aveuglement et la fuite en avant des autres forces abertzale, l'incapacité des institutions existantes — le Conseil de développement du Pays Basque — empêchent d'appréhender cette problématique. Certes, on peut améliorer l'existant, créer un schéma de déplacements collectifs, faire du développement durable, etc. mais les déséquilibres risquent d'affecter définitivement la cohésion (relative) d'Iparralde.

Aujourd'hui que propose-t-on? Faire de la concentration urbaine comme au Sud, est-ce la bonne réponse? Le maire d'Anglet propose de densifier en faisant des constructions à huit étages. Quand on voit les désastres écologiques au Sud et ceux qui se préparent (port de Pasaia sur la mer, Guggenheim à Urdabai, l'urbanisation continue de toutes les villes), on ne peut qu'être vraiment inquiet. Je n'ose même pas parler de l'empreinte écologique (1) qui va exploser. Ici comme ailleurs, nous avons des comportements de prédateurs.

Devant cette situation, pourquoi ne pas se tourner vers l'association internationale des villes qui ont refusé le développement urbain et ont fait le choix d'un développement lent, harmonieux, respectueux de l'espace et de la qualité de vie.

(1) L'empreinte écologique est la superficie géographique nécessaire pour subvenir aux besoins d'une ville et absorber ses déchets. (Voir l'article de Pantxoa Bimboire dans le n°2010 du 3 janvier 2008).



LGV, les élus se rebiffent

ON savait que les élus de trois communautés de communes d'Errobi, Sud Pays Basque et Nive-Adour, avaient clairement affiché leur opposition à la création de la nouvelle LGV, on sait désormais qu'ils sont entrés en résistance. Jeudi dernier 2 décembre, au cours d'une conférence de presse, les trois présidents de ces intercommunalités Paul Baudry, maire de Bassussarry, Michel Hiriart, maire de Biriartou, président des maires des Pyrénées-Atlantiques, et Roland Hirigoyen, maire de Mouguerre, auxquels s'est associé Alain Iriart maire et conseiller général de St Pierre d'Irube, ces quatre personnalités ont dévoilé leur plan de bataille reposant sur divers dispositifs techniques, juridiques et populaires, destiné à "faire revenir les décideurs à la raison". Ils lancent un appel à toute la population du

Pays Basque à rejoindre la manifestation du samedi 11 décembre à 15h à Bayonne. Ils se disent extrêmement déterminés, avec le soutien entier des 15 communes situées sur le parcours de l'éventuelle LGV, à attaquer en justice un des deux récents arrêtés du préfet. Ils se sont pour cela attachés les services de l'avocate Corinne Lepage. "Comment peut-on geler 4.000 hectares de terres du Pays Basque", déplorent les élus. Le tribunal administratif sera saisi avant le 27 décembre et la commune de St Pierre d'Irube en sera le porte-drapeau. "Nous avons écrit à Alain Rousset, président de région, qui n'a pas daigné nous répondre". "On parle de concertation mais elle n'existe pas. Nous sommes seulement conviés à des grandes messes au cours desquelles on nous assène les vérités de RFF".



De g. à dr.: Alain Iriart, Paul Baudry, Michel Hiriart et Roland Hirigoyen

Acharnement



Christine Bessonart

À L'HEURE où nous mettons sous presse *Enbata* de la semaine passée, mardi 30 novembre, le tribunal administratif de Pau, saisi par le préfet Rey, a rendu un verdict annulant la subvention de 2.000 euros de la municipalité de St-Pée-sur-Nivelle en faveur d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara. Selon l'avocat de la commune Jean-René Etchegaray, le tribunal n'a pas remis en cause la démarche globale d'EHLG, car l'Etat a été débouté de cette agression, mais a prétendu que la preuve formelle de cette aide au monde agricole de St Pée et l'intérêt public local n'avait pas été rapporté. Christine Bessonart, maire de St Pée, a manifesté sa colère. "En référé, avec le même président, nous avons gagné". "Mais ce jugement ne constitue qu'une étape, nous pensons faire appel, afin de démontrer tout ce que Laborantza Ganbara apporte concrètement aux 169 exploitations agricoles de ma commune. Allons-nous attendre que les agriculteurs aient tous disparu pour agir?", s'est exclamé Christine Bessonart. Elle voit dans cette affaire une sorte d'acharnement contre EHLG.

preso

● **On se mobilise pour Aurore.** L'émotion suscitée par le Mandat d'arrêt européen (MAE) appliqué à Aurore Martin s'est traduite par une mobilisation populaire d'importance le samedi 4 décembre à Bayonne (notre couverture). Autour de la militante de Bata-suna et contre les abus du MAE, ils étaient sans doute deux mille — combien selon la police? — à défilé dans les rues du centre-ville. Peu de slogans, beaucoup d'ikurriña. Une armada policière, bottée, casquée, visièrre aux yeux et boucliers au bras, barrait les voies d'accès à la sous-préfecture "Alde hemendik! Utz herria bakean!", lancaient les manifestants à la horde de robocops. La manif tous âges et toutes tendances s'est achevée au Petit-Bayonne. L'avant-veille, le maire de Biarritz, qui avait reçu Aurore et son avocate, a remis son dossier au garde des Sceaux Michel Mer-

cier, avant une cérémonie à l'Hôtel de Ville. En fera-t-il bon usage?

● **Avocate menacée.** L'avocate des réfugiés Yolanda Molina a révélé avoir été victime le 3 novembre d'une proposition faite par un présumé responsable espagnol. Il tenait à entrer en contact avec un prisonnier d'ETA, par l'intermédiaire de son avocat. Il lui a parlé d'un nouveau rendez-vous, et laissé une adresse e-mail. L'avocate se considère comme menacée. Le Conseil de l'Ordre et le SAF ont dénoncé l'affaire et apporté leur soutien à leur consœur.

● **Un Ricard bien tassé.** Au procès des dix militants arrêtés en 2004 pour participation à ETA, devant la Cour d'assises spéciale de Paris, il a encore été question des tortures sur

Alcantarilla. Son très tenace avocat Jean-François Blanco a une nouvelle fois réclamé la comparution des policiers espagnols, uniquement connus par leur matricule. L'avocat général s'y est vivement opposé. Ce procureur n'est autre que le très médiatique ancien juge antiterroriste Jean-François Ricard, dont les révélations de Wikileaks ont mis au jour les visites que lui et Bruguière rendaient à l'Ambassade américaine de Paris. Pour parler sans doute de l'indépendance de la Justice?

● **Avocats libérés.** Après six mois d'emprisonnement, les trois avocats accusés d'appartenir à ETA ont été libérés le 2 décembre. La vétérane Arantza Zulueta, Iker Sarriegi et Jon Enparantza (qui a déjà connu la prison en France!) ont dû cependant s'acquitter chacun d'une caution de 60.000 euros...



Le(s) précédent(s) du Mandat d'arrêt européen

● Xabi Larralde

Le sentiment général est que l'acceptation du mandat d'arrêt européen d'Aurore Martin par le tribunal de Pau constitue un grave précédent. Cependant, il faut d'abord souligner que cela fait longtemps qu'il existe un précédent à ce précédent. Car ses dernières années des dizaines de mandats d'arrêts européens ont été exécutés par les autorités françaises contre des militants politiques d'Hegoalde. A ce titre, il faut dire et redire que l'Etat français est en infraction totale avec le cadre européen. Car, dans la décision-cadre du 13 juin 2002 qui précise les modalités d'application des mandats d'arrêts européens, il est spécifié qu'en conformité avec la Charte européenne des droits fondamentaux de l'Union européenne, les mandats ne peuvent être exécutés «s'il y a des raisons de croire, sur la base d'éléments objectifs, que le dit mandat a été émis dans le but de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, de sa langue, de ses opinions politiques ou de son orientation sexuelle». D'un point de vue juridique, on peut estimer que le cas d'Aurore Martin ne constitue pas un précédent, car, en tant que tel, le mandat d'arrêt européen a été pensé pour accélérer les procédures d'extradition et faciliter la remise de «ressortissants» d'un Etat à un autre au sein de l'Union européenne. Le problème de départ est donc lié au fait que les autorités françaises ont déjà normalisé l'usage juri-

dique des mandats d'arrêts européens pour des faits de nature politique. Pour autant, pour Iparralde, il y a bien un grave précédent du point de vue politique. Et même si la cour de Cassation cassait la décision de Pau d'extrader Aurore Martin, on peut considérer que le précédent politique est là dans le sens où le feu vert du tribunal de Pau est bien significatif d'une décision politique des autorités françaises tendant à ouvrir la voie à l'application de ces mandats à des militants d'Iparralde. Les premiers visés sont évidemment, les militants de Batasuna et en première ligne ses responsables. Cela consiste finalement à «neutraliser» l'activité de Batasuna, c'est-à-dire à ouvrir la voie à son illégalisation de fait en Iparralde. Mais bien plus grave, si demain Aurore Martin et d'autres responsables de Batasuna sont envoyés à Madrid, il devient dans l'absolu envisageable d'extrader, par exemple, un journaliste dans le cadre d'une procédure espagnole comme celle contre Egunkaria, ou un élu dans une affaire comme celle d'Udalbiltza. La voie ouverte est donc aussi celle d'une possibilité d'application ici de mesures d'exception mises en œuvre par l'Etat espagnol au-delà du seul «cercle» de la militance de Batasuna; ce qui pourrait créer une situation particulièrement déstabilisante pour le mouvement abertzale en Iparralde. Enfin, comment interpréter ce pas franchi par l'Etat français à un moment où un processus de résolution du conflit semble pouvoir se mettre en route, si ce n'est

“ L'unanimité des prises de position qui recouvrent quasiment tout le spectre des sensibilités politiques en présence montre que l'opinion publique a pris la dimension de la gravité du précédent.”

comme une provocation? Et c'est finalement le même type de réflexion que formulait un responsable d'un grand parti hexagonal rencontré récemment en affirmant: «Il faut qu'ils (les autorités parisiennes) nous laissent en paix». Cela étant, on ne peut que se féliciter et remercier l'ampleur de la mobilisation contre le mandat d'arrêt européen d'Aurore Martin. Surtout, l'unanimité des prises de position qui recouvrent quasiment tout le spectre des sensibilités politiques en présence montre que l'opinion publique a pris la dimension de la gravité du précédent qui est en train de se jouer. Je pense que ceux auxquels on doit la décision du tribunal de Pau doivent être assez surpris des réactions qu'elle a suscité. Il est bien évident que dans les jours et semaines qui arrivent nous sommes obligés de rester mobilisés contre le mandat d'arrêt européen. Mais si ce qui est en jeu relève également d'une certaine forme de déstabilisation de la dynamique du mouvement abertzale, notre responsabilité est de nous donner plus que jamais les moyens de la renforcer en continuant à réaliser notre travail de fond et de terrain, en allant de l'avant dans le rassemblement de nos forces, et en ne perdant pas le cap des orientations que nous nous sommes nous-mêmes fixées.

Notre couverture: Samedi 4 décembre, 2.000 personnes dans les rues de Bayonne pour protester contre le Mandat d'arrêt européen d'Aurore Martin.

Sur votre agenda

Abendoa:

- **Jusqu'au samedi 11, BAIONA** (Bar du Marché, rue des Basques). "Variations autour du gâteau basque", exposition de photos de Daniel Velez.
- **Jusqu'au vendredi 31, BAIONA** (Kalostrape, 22, rue Marengo). Exposition de peintures de Mikel Dalbret, et de photos de Kepa Etchandy.
- **Vendredi 10, 18h30, ANGELU** (Maison pour tous, salle Ansbach). "Le monde maritime basque du 19^{ème} siècle" conférence animée par Mikel Epalza, aumônier des marins de la côte basque.

Entrée libre.

- **Samedi 11, 10h30, BAIONA** (Musée Basque). Remise des prix pour le concours de lettres et de dessins à Olentzero.
- **Samedi 11, BAIONA** (Patxoki). Après la manif anti-LGV, soirée en faveur d'Eñaut et des preso, avec le groupe Ekintza.
- **Samedi 11, 20h30, LUHUSO** (Harri Xuri). "Gernika", spectacle de la compagnie Aukeran.
- **Vendredi 17, 18h, BAIONA** (Librairie Elkar). Rencontre-débat: "Un Pays Basque singulier et pluriel?"

Idée de cadeau
pour un ami...
un abonnement



à Enbata

12 pages pour
être à la page



Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

Les abertzale du CiU reprennent le pouvoir en Catalogne. 4 et 9
Quel avenir pour Iparralde. 10

● **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr